

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE DU FOUZON

134 rue de Beauvais
60280 Margny-Lès-Compiègne

Références : -
Code AIOT : 0010012934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SEPE DU FOUZON implanté Parc Eolien de Bois Mérault La Gerbe - Grue 18310 Nohant-en-Graçay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DU FOUZON
- Parc Eolien de Bois Mérault La Gerbe - Grue 18310 Nohant-en-Graçay
- Code AIOT : 0010012934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°2017-1-0039 du 16 janvier 2017, la Société d'Exploitation du Parc Eolien (SEPE) du Fouzon a été autorisée à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Nohant-en-Graçay.
Le parc représente une puissance totale installée de 9 MW. Il se compose de :

- 3 aérogénérateurs identifiés E1 à E3 présentant les caractéristiques suivantes :
 - Puissance unitaire maximale de 3 MW ;
 - Hauteur maximale de mât en sommet de nacelle de 138,45 m ;
 - Diamètre de rotor maximal de 115 m ;
 - Hauteur totale maximale en bout de pale de 193,25 m ;
 - Un poste de livraison électrique.

L'exploitation du parc est suivie par Alterric et la maintenance est principalement réalisée par Enercon.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article Titre II - Article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	60 jours
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours
9	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Demande d'action corrective	60 jours
14	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
6	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Sans objet
10	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/06/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2	
11	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
13	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
15	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article Titre II - Article 3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, pas application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.
Constats : Vu l'acte de cautionnement solidaire fait le 28/03/2025, réactualisant le montant des garanties financières et engageant la société ATRADIUS à compter du 14/08/2024 et jusqu'au 13/08/2029. Les garanties financières précédentes ayant expiré le 13/08/2024 et les nouvelles garanties financières n'ayant été actualisées que le 28/03/2025, le parc est resté plus de 7 mois sans garanties financières. Constat : L'exploitant n'a pas réactualisé les garanties financières du parc dans les délais

réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Le maintenancier principal du parc est Enercon. Enercon fournit à l'exploitant une attestation sur l'honneur de formation du personnel Enercon amené à intervenir sur le site. Cette attestation sur l'honneur est renouvelée annuellement. Vu les attestations sur l'honneur de formation du personnel Enercon. Pour le personnel Alterric, qui est en charge de l'exploitation, le suivi des formations est effectué dans un logiciel spécifique qui indique notamment pour chaque membre du personnel le type de formation, la date à laquelle elle a été effectuée, la durée de validité ainsi que la date maximale avant laquelle renouveler la formation. Vu le logiciel de suivi des formations du personnel Alterric. Pour les autres personnes étant amenées à intervenir sur le site, les attestations de formation sont systématiquement demandées et vérifiées avant une intervention. Les procédures à suivre en cas d'urgence sont consignées dans le plan de prévention. Ce dernier est remis à chaque entreprise intervenant sur le parc et signé par ces dernières. Elles s'engagent ainsi à le transmettre aux membres de leur personnel afin qu'ils en prennent connaissance avant de se rendre sur site. Vu le plan de prévention du 01/03/2026. Aucun exercice d'entraînement n'a été organisé sur le parc éolien de Bois Mérault. L'exploitant

indique que des exercices ont été organisés sur d'autres parcs lui appartenant, mais aucun compte-rendu n'a été réalisé et n'a donc pu être présenté à l'inspection des installations classées.

Constat : Aucun exercice d'entraînement n'a été organisé sur le parc. Même si des exercices ont été réalisés sur d'autres parcs appartenant à l'exploitant, celui-ci ne réalise pas de compte-rendu d'exercice et ne tient pas de registre contenant l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Vu le plan de prévention du 01/03/2026.

Vu le logigramme regroupant les consignes de sécurité à adopter en cas de situation anormale.

Ces deux documents contiennent l'ensemble des consignes de sécurité attendues, à l'exception des limites de fonctionnement de l'installation qui se trouve dans des documents à part.

Vu le catalogue de défaut des pales.

Vu la fiche d'informations techniques - Liste de valeurs limites EP3.

Ces deux documents consignent les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt des éoliennes.

L'ensemble de ces documents est en possession du personnel en charge de l'entretien et de la maintenance.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Vu le registre de maintenance dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées.

En ce qui concerne le suivi des défaillances, si une défaillance est relevée suite à un contrôle ou une opération de maintenance, l'exploitant va ouvrir un ticket informatique qui sera envoyé à Enercon. Ces derniers disposent d'un logiciel dans lequel les tickets signalant les défaillances apparaissent. Seul Enercon a la main sur ce logiciel et peut y entrer des commentaires. L'exploitant peut seulement le consulter. Quand Enercon retourne sur site, si une action est menée sur une des défaillances constatées, l'exploitant en est informé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Tests arrêts
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Vu les rapports de maintenance principale réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 28/02/2025 et du 16/05/2025, et notamment les points concernant le test de mise à l'arrêt des machines et le test des arrêts d'urgence. Les précédents contrôles pour E1 et E2 ont été réalisés respectivement les 29/03/2024 et 31/05/2024. Vu les rapports de maintenance vent réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 26/02/2025 et du 20/10/2025, et notamment le test de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. Les précédents contrôles pour E1 et E2 ont été réalisés respectivement les 25/03/2024 et 08/10/2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles brides
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

Vu les rapports de maintenance principale réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 28/02/2025 et du 16/05/2025, et notamment les points concernant le contrôle des brides de fixation, de mât et le contrôle visuel du mât.

Les précédents contrôles pour E1 et E2 ont été réalisés respectivement les 29/03/2024 et 31/05/2024.

Lors de la maintenance annuelle, 10 % des raccords vissés sont resserrés, le reste des brides est contrôlé de manière acoustique.

Vu les préconisations de maintenance des brides et fixations du constructeur.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Vu les rapports de maintenance principale réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 28/02/2025 et du 16/05/2025, et notamment le point concernant le contrôle visuel des pales.

Vu les rapports de maintenance graissage réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 11/09/2025 et du 21/10/2025, et notamment le point concernant le contrôle visuel des pales.

Vu les préconisations du constructeur en matière de contrôle visuel des pales.

Le contrôle visuel des pales se fait à l'aide de jumelles à prisme. Si des dommages sont repérés,

Enercon fait appel à un prestataire spécialisé pour qu'il vienne effectuer une inspection plus poussée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS). Cette liste ne recense pas l'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation. Pendant l'inspection, il a été identifié notamment comme SIS manquant des capteurs de température et de charge. Il se peut que des SIS autres que ceux cités précédemment n'aient pas été identifiés par l'exploitant et inscrits dans la liste, cette dernière devra être repensée et mise-à-jour.

Vu les rapports de maintenance principale réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 28/02/2025 et du 16/05/2025.

Les précédents contrôles pour E1 et E2 ont été réalisés respectivement les 29/03/2024 et 31/05/2024.

Vu les rapports de maintenance vent réalisés par Enercon pour E1 et E2, datés respectivement du 26/02/2025 et du 20/10/2025.

Les précédents contrôles pour E1 et E2 ont été réalisés respectivement les 25/03/2024 et 08/10/2024.

Ces différents rapports regroupent bien le contrôle de l'ensemble des SIS inscrits sur la liste des SIS.

Constat : la liste des équipements de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation est incomplète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

La liste des systèmes instrumentés de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus ne sont pas consignés dans le registre de maintenance.

Constat : Il n'existe aucun registre permettant de suivre efficacement et simplement la bonne réalisation des contrôles de l'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité dans les délais réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle d'au moins un des aérogénérateurs du parc de Bois Méréault :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 1er août au 31 octobre inclus ; - et en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ; - et en cas de précipitations inférieures à 0,2 mm/h ; - et en cas de température supérieure à 10 °C ; <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès le coucher du soleil et sur la nuit entière.</p> <p>Le plan de fonctionnement réduit de l'aérogénérateur E2 est étendu selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 1er mai au 31 juillet inclus ; - et en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ; - et en cas de précipitations inférieures à 0,2 mm/h ; - et en cas de température supérieure à 10 °C ; <p>le fonctionnement de l'aérogénérateur E2 est arrêté dès le coucher du soleil et pendant les trois heures suivantes.</p> <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les paramètres de bridage entrés dans le logiciel de bridage.</p> <p>Vu les arrêts chiroptères sur les éoliennes, sur plusieurs nuits en juillet et août.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Vu les certificats de dépôt des données brutes collectées dans le cadre des suivis environnementaux 2019, 2020-2021 et 2022 sur la plateforme depobio. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les chemins d'accès aux éoliennes E1 et E2 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes E1 et E2 sont entretenus. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès aérogénérateur

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Vu les consignes au niveau des aérogénérateurs E1 et E2 ainsi que du poste de livraison.

Les aérogénérateurs E1 et E2 ne sont pas identifiés par un numéro lisible sur leur mât.

<p>Constat : Les aérogénérateurs E1 et E2 ne sont pas identifiés par un numéro, affiché en caractères lisibles sur leurs mâts.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 15 : Sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Intérieur aérogénérateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'intérieur des aérogénérateurs E1 et E2 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne</p>

disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<p>Constats :</p> <p>Vu la présence d'extincteurs en pied des aérogénérateurs E1 et E2 ainsi que dans le poste de livraison. Ces derniers ont été contrôlés avril 2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite